

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0340 du Mercredi 28 Juillet 2021 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

En prélude au TICAD8

3ème Forum des affaires Japon-Afrique

Environ 1 600 personnes de toute l'Afrique et du Japon se sont réunies pendant six ... • (Page 06)

Economie

Croissance mondiale de 6% en 2021

Le Fonds monétaire international prévoit une reprise de la croissance mondiale, mais avec de forts ... • (Page 08)



E-commerce

Première édition de Togo Pride



Coupe du monde / Droits de diffusion

• (Page 04)

La FIFA s'associe à la chaîne togolaise New World TV

• (Page 04)

Coopération

Robert Dussey de nouveau à Ankara

Le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, le Prof. Robert DUSSEY a eu un nouvel entretien ce lundi 26 ... • (Page 02)

Premier semestre 2021

Le bénéfice du groupe Ecobank en hausse de 20%

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) annonce un résultat net de 83,81 milliards de FCFA à fin juin 2021, ... • (Page 04)

Documents fiscaux

Important communiqué de l'OTR

L'Office Togolais des recettes (OTR) informe les contribuables et ses partenaires du ... • (Page 12)

Environnement

Foli-Bazi Katari mobilise les ressources face aux risques climatiques

Une séance de travail s'est tenu le 22 juillet 2021 à Lomé entre le ministre de ... • (Page 11)



SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
(+228) 92 06 85 06
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
www.setiftogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Coopération

Robert Dussey de nouveau à Ankara

Le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, le Prof. Robert DUSSEY a eu un nouvel entretien ce lundi 26 Juillet 2021 avec son homologue turc, Mevlüt Çavuşoğlu. C'était au cours d'une nouvelle visite à Ankara, en Turquie, un peu plus d'un mois après une première visite officielle dans ce pays.



● Bernard AFAWOUBO

En moins de deux mois, le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'Extérieur, le Prof. Robert DUSSEY a effectué deux visites à Ankara, en Turquie. Cela prouve à suffisance que les choses vont bon train entre les deux pays. Le lundi 26 Juillet 2021, le ministre togolais des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des togolais de l'extérieur a eu un nouvel entretien avec son homologue turc, Mevlüt Çavuşoğlu à Ankara en Turquie. Au cours des discussions, le Chef de la diplomatie togolaise et son homologue turc ont évoqué des questions de politique étrangère et des grands enjeux internationaux et régionaux. La coopération bilatérale entre les deux pays était également au cœur des échanges. « J'ai eu un entretien fructueux avec mon collègue turc, le Ministre Cavusoglu à Ankara. Nous avons échangé sur les questions internationales et régionales. Nous nous sommes félicités du niveau de nos relations bilatérales », a indiqué Robert Dussey. Au cours de la jour-

née de mardi, le chef de la diplomatie togolaise a visité le Musée des Civilisations anatoliennes à Ankara. La collection de ce musée date de plusieurs millions d'années avant l'ère moderne. « J'ai été impressionné par le Musée des Civilisations anatoliennes à Ankara, d'une part par la richesse de ces civilisations, d'autre part par la qualité de la présentation de la collection qui date des millions d'années avant notre ère », a déclaré Prof Dussey à l'issue de la visite. C'est la seconde visite du chef de la diplomatie togolaise à Ankara en moins de 2 mois. Pour rappel, en début du mois de Juin dernier, le Ministre en

charge de la coopération a effectué une visite officielle de trois jours à Ankara. Visite au cours de laquelle un accord de coopération économique et commerciale et un Protocole d'Entente ont été signés entre les deux pays. De même, un Memorandum d'accord avait été signé entre la République Togolaise et la Fondation Maarif de Turquie. Par ailleurs, il faut préciser que les relations entre le Togo et la Turquie ont pris une nouvelle allure depuis juillet 2020 avec le bref séjour à Lomé du chef de la diplomatie turque. Les deux pays entendent continuer à mutualiser leurs efforts dans les instances internationales.



AUX DECIDEURS ...

Changement climatique, l'autre risque économique

La prochaine grande crise financière pourrait être déclenchée par le changement climatique. Mais, les banques centrales peuvent l'empêcher.

Aujourd'hui, un autre risque économique se profile : le changement climatique. Une fois de plus, le préjudice que cela portera aux économies dépendra beaucoup de la réaction des régulateurs financiers et des banques centrales.

L'économiste américain Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, dans une récente interview, il a fait valoir que l'impact d'une forte augmentation des prix du carbone – que les gouvernements facturent aux entreprises pour l'émission de gaz à effet de serre qui réchauffent le climat – pourrait déclencher une autre crise financière, cette fois en commençant par l'industrie des combustibles fossiles, ses fournisseurs et les banques qui les financent, ce qui pourrait se répercuter sur l'ensemble de l'économie.

Les recherches en tant qu'économistes et macro économistes de l'environnement confirment que les effets du changement climatique et certaines des politiques nécessaires pour l'arrêter pourraient avoir des implications importantes pour la stabilité financière, si des mesures préventives ne sont pas prises. Les politiques publiques s'attaquant, après des années de retard, aux émissions de combustibles fossiles qui sont à l'origine du changement climatique pourraient dévaloriser les entreprises énergétiques et entraîner une chute des investissements détenus par les banques et les fonds de pension, tout comme des changements brusques dans les habitudes de consommation. La bonne nouvelle est que les régulateurs ont la capacité de faire face à ces risques et de dégager la voie pour mettre en œuvre en toute sécurité une politique climatique ambitieuse.

Les banques centrales et les universitaires proposent plusieurs moyens de lutter contre le changement climatique par le biais de la politique monétaire et de la réglementation financière.

L'une de ces méthodes est le « assouplissement quantitatif vert », qui, à l'instar de l'assouplissement quantitatif utilisé lors de la reprise après la récession de 2008, implique que la banque centrale achète des actifs financiers pour injecter de l'argent dans l'économie.

Dans ce cas, il n'achèterait que des actifs « verts » ou respectueux de l'environnement. L'assouplissement quantitatif vert pourrait potentiellement encourager les investissements dans des projets et des technologies respectueuses du climat telles que les énergies renouvelables, bien que les chercheurs aient suggéré que les effets pourraient être de courte durée.

Une deuxième proposition politique consiste à modifier les réglementations existantes afin de reconnaître les risques que le changement climatique fait peser sur les banques. Les banques sont généralement soumises à des exigences minimales de fonds propres pour assurer la stabilité du secteur bancaire et atténuer le risque de crises financières. Cela signifie que les banques doivent détenir un montant minimum de capital liquide pour pouvoir prêter.

L'intégration de facteurs environnementaux dans ces exigences pourrait améliorer la résilience des banques aux risques financiers liés au climat. Par exemple, un « facteur de pénalisation du brun » exigerait des exigences de capital plus élevées sur les prêts accordés aux industries à forte intensité de carbone, décourageant les banques de prêter à ces industries.

Souvent, l'élaboration des politiques est à la traîne des débats et des avancées scientifiques et économiques. Avec la régulation financière des risques climatiques, cependant, c'est sans doute l'inverse. Les banques centrales et les gouvernements proposent de nouveaux outils politiques qui n'ont pas été étudiés depuis très longtemps.

Quelques documents de recherche publiés au cours de la dernière année fournissent un certain nombre d'informations importantes qui peuvent aider à guider les banques centrales et les régulateurs.

La réglementation financière peut également contribuer à accélérer la transition vers une économie plus propre, selon la recherche. Un exemple consiste à subventionner les prêts aux industries respectueuses du climat tout en taxant les prêts aux industries polluantes. Mais la réglementation financière à elle seule ne suffira pas à lutter efficacement contre le changement climatique.

Les banques centrales auront un rôle à jouer alors que les pays essaieront de gérer le changement climatique à l'avenir. En particulier, une réglementation financière prudente peut aider à éviter les obstacles au type de politiques agressives qui seront nécessaires pour ralentir le changement climatique et protéger les environnements pour lesquels nos économies ont été construites.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

E-commerce

Première édition de Togo Pride

La première édition de la Semaine du e-commerce est prévue du 2 au 14 août prochain à Lomé. Baptisé Togo Pride, cet évènement est destiné à promouvoir le commerce électronique qui prend de l'ampleur au Togo. Les sites marchands et de services sont de plus en plus nombreux. Sans mentionner la banque mobile et le développement des services financiers via smartphone.

• Joël YANCLO

Vulgariser le commerce électronique dans le Grand-Lomé et implémenter des activités de promotion et de formation autour du numérique, d'Internet et ses usages. Dans cette optique, se tient du 2 au 14 août 2021 à Lomé, la première édition de la Semaine du e-commerce, le Togo Pride. Au programme, il y aura la promotion des acteurs du e-commerce et activités connexes ; livraisons gratuites de produits commandés ; formations des acteurs du e-commerce & webinaires sur les thématiques liés aux défis du e-commerce local. Le projet cible trois types de bénéficiaires à savoir les internautes ; les acteurs du e-commerce et les institutions étatiques. Togo Pride est un ensemble de valeurs à défendre à l'heure où la globalisation fait du monde un village planétaire. Il devient impératif que chaque nation s'affirme à travers son histoire, sa culture et son savoir-faire. Un ensemble de valeurs porté par ses filles et ses fils, fiers de le défendre partout



où besoin sera. Ayant la profonde conviction que chacun porte en lui, une infime fierté de ce que représente sa patrie, nous avons initié une association destinée à revendiquer la fierté togolaise dans le concert des nations. Ainsi, le Togo entend booster son secteur du commerce électronique. Le pays envisage en effet de se doter d'un plan stratégique de développement s'étalant sur cinq ans (2022-2027). Le futur

dispositif, qui fera l'objet d'une concertation avec les acteurs évoluant déjà dans le domaine, devrait favoriser la mise en œuvre de projets structurants. Des manœuvres ont d'ailleurs été lancées dans ce sens par le ministère du commerce, pour la réalisation d'une étude préliminaire sur le secteur. Au Togo, le secteur du commerce électronique est en pleine croissance. De nombreuses applications de vente et achat

en ligne, de sites spécialisés de livraison et de startups se créent, dans des domaines variés : agroalimentaire, électronique, cosmétique, construction, etc. il est à noter que le marché du e-commerce pourrait augmenter de 15 milliards \$ en Afrique, entre 2025 et 2030 selon un rapport de la SFI. Ainsi, le nombre d'acheteurs en ligne en Afrique a augmenté de 18 % par an depuis 2014, indique la Société financière interna-

tionale (SFI) dans un récent rapport sur les femmes et l'e-commerce sur le continent. Selon l'institution, en 2020, la taille du marché africain du commerce électronique est estimée à 20 milliards \$. L'étude menée en partenariat avec le cabinet de conseils Kantar Public renseigne sur le fait que les femmes représentent la moitié des acteurs du e-commerce en Afrique et, si les ventes réalisées par ces dernières atteignaient la parité avec celles des hommes, la valeur du marché africain du commerce électronique pourrait augmenter de 15 milliards \$ entre 2025 et 2030. « Le commerce électronique est en plein essor en Afrique, mais nous constatons déjà un creusement de l'écart entre les sexes dans ce secteur. En plus de révéler cette

fracture, le rapport oriente les femmes entrepreneurs sur la manière de procéder pour réussir dans ce créneau important et en pleine expansion », a expliqué Sergio Pimenta, vice-président de la SFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique. L'essor du e-commerce et des entreprises numériques sur le continent a davantage été favorisé par la pandémie de covid-19. Les femmes qui opèrent en grand nombre dans des segments à forte concurrence et à faible valeur ajoutée pourraient profiter de cette situation. La SFI suggère ainsi d'augmenter le nombre d'entrepreneures sur des plateformes en ligne, de les former et de leur apporter des aides financières pour leur permettre d'égaliser le chiffre d'affaires des hommes.



Promotion de l'entrepreneuriat

« Tlitou Lab », l'incubateur de Kara

Après Lomé et Dapaong, c'est au tour de la ville de Kara, située au Nord Togo, de disposer de son incubateur de start-up. Il a été inauguré, mardi 27 juillet 2021.

• Vivien ATAKPABEM

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé, a donné le coup d'envoi du nouvel incubateur « Tlitou Lab ». Un projet mené en collaboration avec le PNUD, dont le représentant au Togo, Aliou Dia, était présent aux côtés du ministre du Développement à la base. « C'est un espace de créativité, d'innovation et d'entreprenariat pour les jeunes de la région de Kara », a déclaré M. Dia. L'incuba-



teur formera les porteurs de projets grâce au soutien du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ). La mise en place

de l'incubateur qui a bénéficié d'appuis techniques et financiers du PNUD et de la Banque Ouest Africaine de Développement (Boad),

a coûté près de 76 millions FCFA. «Les efforts du gouvernement au profit de la jeunesse entrepreneuriale doivent s'orienter dans des logiques de durabilité», a déclaré le représentant-résident du PNUD, Aliou Dia, avant de réitérer l'engagement de l'agence onusienne auprès de l'exécutif togolais et de ses projets. S'agissant du choix de Kara pour abriter ce troisième incubateur, Myriam Dossou d'Almeida le juge stratégique. Kara est de fait la «deuxième ville du pays,

une ville universitaire, une ville agricole abritant l'une des plus grandes agropoles en construction et une ville touristique. Au regard de ces différents atouts, l'incuba-

teur Tlitou Lab se positionne comme le nouveau vivier de création et du modelage du développement de cette belle région», a déclaré la ministre dans son discours inaugural.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Coupe du monde / Droits de diffusion

La FIFA s'associe à la chaîne togolaise New World TV

La Fédération international de football association (FIFA) a fait savoir, lundi 26 juillet 2021, que New World TV, groupe média basé à Lomé au Togo, a obtenu les droits de retransmission télévisée payante pour la Coupe du Monde de la FIFA 2022™ et la Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2023™ dans les pays francophones d'Afrique sub-saharienne. New World TV diffusera tous les matches des deux plus importantes compétitions masculines et féminines dans les 19 pays francophones de la région.

● Joël YANCLO

Les amateurs de football du Bénin, du Burundi, du Burkina Faso, du Cameroun, de République centrafricaine, du Tchad, de République du Congo, de République Démocratique du Congo, de Côte d'Ivoire, du Gabon, de Guinée, de Madagascar, du Mali, de l'île Maurice, du Niger, du Rwanda, du Sénégal, des Seychelles et du Togo sont concernés. Les droits de diffusion gratuite au Togo ont également été attribués à New World TV. En outre, l'entreprise a acquis les droits de retransmission télévisée payante dans les pays francophones d'Afrique sub-saharienne pour d'autres compétitions comme la Coupe Arabe de la FIFA 2021™, la Coupe du Monde de Beach Soccer de la FIFA 2023™, ainsi que les compétitions de jeunes masculines et féminines organisées en 2022 et 2023. Suite à cette annonce, Fatma Samoura, la Secrétaire Générale de la FIFA, a fait une brève déclaration : "La FIFA est heureuse de s'associer à New World TV pour proposer la Coupe du Monde de la FIFA et la Coupe du



Monde Féminine de la FIFA en Afrique sub-saharienne. Pour la première fois, le public francophone de la région va pouvoir suivre tous les matches de la Coupe du Monde Féminine de la FIFA. Nous espérons que cette opportunité motivera de nombreuses femmes à s'investir dans le football". Nimonka Kolani, manager général de New World TV, a également fait part de son enthousiasme : "New World TV est ravie de s'associer à la FIFA. Grâce à nos nombreuses plates-formes et offres commerciales, le public des pays francophones d'Afrique sub-saharienne va pouvoir vivre les émotions exceptionnelles que seul le football procure".

La Coupe du Monde de la FIFA 2022™ marquera la 22ème édition du tournoi. La compétition aura lieu pour la première fois au Qatar et se déroulera aux mois de novembre et décembre, ce qui constitue une autre grande première. Les 32 équipes en lice disputeront 64 matches, répartis entre une phase de groupes ultra-compétitive et des matches à élimination directe hâle-tants. La Coupe du Monde Féminine de la FIFA 2023™ marquera la 9ème édition du tournoi. Organisée conjointement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, elle réunira pour la première fois 32 équipes, contre 24 en 2019.

Premier semestre 2021

Le bénéfice du groupe Ecobank en hausse de 20%

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) annonce un résultat net de 83,81 milliards de FCFA à fin juin 2021, en hausse de 20% en rythme annuel. Ceci, en dépit d'une amélioration de 11 % du coût du risque. Lire la déclaration de Ade Ayeyemi, Directeur Général du Groupe Ecobank.

« Nous avons constaté une résilience continue et soutenue de nos performances, ce qui est révélateur du succès de notre dynamique d'exécution. En conséquence, nous avons généré un rendement des capitaux propres tangibles de 16,1% contre 15,2% en 2020. De plus, le bénéfice avant impôts a augmenté de 23 % pour atteindre 210 millions de dollars.

« Les revenus ont augmenté de 7 % pour atteindre 825 millions de dollars, malgré un environnement opérationnel difficile avec la troisième vague d'infections à coronavirus menaçant la reprise économique. La croissance des dépôts a été forte, dépassant désormais 19 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,0 milliard de dollars au second trimestre et de 2,4 milliards de dollars en un an, grâce à notre stratégie commerciale appropriée. Bien que la croissance des prêts soit restée stable, nous nous concentrons sur le soutien aux PME pour leur développement », a ajouté M. Ayeyemi. « Je suis fier du travail acharné de nos collaborateurs pour améliorer l'efficacité opérationnelle, ce qui se traduit par un coefficient d'exploitation de 58,7 % en avance sur les prévisions et progresse bien vers notre objectif à moyen terme de 55%. De plus, la qualité du portefeuille est restée



● Ade Ayeyemi, Directeur Général du Groupe Ecobank.

exceptionnellement solide. En conséquence, notre ratio des créances douteuses de 7,4% est une amélioration substantielle comparé au 9,8% de l'année précédente », a poursuivi Ayeyemi. « Nous avons levé avec succès 350 millions de dollars d'obligations Tier 2 développement durable en juin, la première par une institution financière en Afrique subsaharienne. L'opération a été sursouscrite 3,6 fois, démontrant une forte confiance dans le Groupe Ecobank et notre engagement en faveur du développement durable. Je suis profondément reconnaissant envers toutes les parties prenantes et je dois remercier nos clients de continuer à faire confiance

à Ecobank pour leurs divers besoins bancaires », a conclu M. Ayeyemi. Les états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux règles et principes comptables mis en oeuvre dans le cadre de l'élaboration des états financiers annuels, arrêtés au 31 décembre 2020. Les passifs éventuels relatifs aux lettres de garantie bancaire, avais et cautions, lettres de crédit et engagements d'octroi de crédits non provisionnés s'élevaient à 4,1 milliards \$EU (2 262 milliards FCFA) (31 Décembre 2020 : 4,0 milliards \$EU (2 138 milliards FCFA)).



Bourse de New York

Le prix du café arabica atteint son plus haut niveau depuis 6 ans et demi

Sur le marché mondial du café, le Brésil règne en maître. Si un trop-plein de la récolte du pays a souvent plombé les cours mondiaux, de mauvaises perspectives de production conduisent actuellement à un affolement des prix.

Le café Arabica coté à New York a atteint le 22 juillet, 1,90 \$ pour la livre, soit son plus haut niveau depuis 6 ans et demi. Cette flambée des prix s'explique principalement par les risques qui pèsent sur l'approvisionnement notamment au Brésil, premier fournisseur mondial



de fèves. Le pays sud-américain fait face en effet depuis le début de cette semaine à un fort épisode de gel qui a frappé les plantations situées en plein cœur de la ceinture de production, ce qui menace la floraison des caféiers et l'offre future. S'il est encore tôt pour une évaluation des dégâts, certains exportateurs brésiliens

estiment que le gel pourrait faire baisser de 4,5 millions de sacs, la production de café prévue pour atteindre 70 millions de sacs d'ici l'année prochaine. Cet épisode météorologique extrême intervient alors que la filière café a été déjà touchée sur le premier semestre par la plus forte sécheresse qu'a connu

le pays depuis près de 90 ans. Pour certains analystes, cet enchaînement d'événements couplé à l'année défavorable du cycle biennal de l'Arabica en 2021/2022 devrait encore tirer à la hausse les cours du produit dans les prochains mois.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Logistique au Togo

Réglementation des opérations de transbordement en mer

Au Togo, les opérations de transbordement en mer seront désormais réglementées. Le Conseil des ministres tenu le 24 juillet dernier à Kara s'est penché sur le sujet. Lire [le compte rendu du Conseil des ministres](#).



COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT

- Pya, Lundi 26 Juillet 2021 -

1. Le Gouvernement a eu du samedi 24 juillet au lundi 26 juillet à Pya, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République, plusieurs activités :

A. LE CONSEIL DES MINISTRES

2. Le conseil des ministres s'est réuni ce samedi 24 juillet 2021 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

3. Le conseil a examiné trois (03) projets de décret, écouté cinq (05) communications et un (1) compte rendu.

I. AU TITRE DES PROJETS DE DÉCRET,

1. Le Conseil a examiné un premier projet de décret portant réglementation des opérations de transbordement en mer.

2. Les opérations de transbordement en mer se sont développées dans notre pays compte tenu de la sécurité qui règne dans nos eaux territoriales, fruit des efforts du gouvernement visant à développer l'économie bleue.

3. Au regard des risques inhérents à cette activité et de sa portée économique, il s'est avéré indispensable de mieux l'encadrer. Le présent décret vise à instaurer le régime de ces opérations et de leur impact environnemental.

4. Le Conseil a ensuite examiné deux projets de décret de déclaration d'utilité publique et autorisant respectivement les travaux d'extension et projet de constitution d'une réserve foncière.

5. Le premier projet de décret, relatif à l'extension de la plateforme industrielle d'adétikopé et à la construction d'infrastructures connexes, permettra une extension de la plateforme sur une superficie de 392 ha et de renforcer les actions d'industrialisation de notre pays.

6. Le deuxième projet de décret est relatif au projet de constitution d'une réserve foncière spéciale dans les cantons de Dalavé et de Kpomé (préfecture de Zio). Cette réserve, estimée à 1 177 ha, permettra à l'Etat de poursuivre ses projets de création d'habitats décents et abordables, de réaliser des ouvrages publics au profit des populations.

7. L'adoption de ces projets de décret permettra de déclencher les procédures d'indemnisation et d'expropriation en vue de sécuriser les périmètres des sites identifiés.

II. AU TITRE DES COMMUNICATIONS,

8. Le Conseil a écouté une première communication relative à la sécurisation des anciens sites industriels du Togo ; présentée par le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale.

9. Dans la perspective de l'implantation de nouvelles unités industrielles dans les régions économiques du pays, cette communication vise à faire le point sur la situation des sites des anciennes unités industrielles ainsi que celle des parcelles nouvellement acquises en vue de leur sécurisation.

10. Le Conseil a ensuite écouté une seconde communication relative à la situation de la pandémie à la COVID-19 au Togo ; présentée par le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins.

11. Dans le contexte actuel marqué par une flambée des cas de covid, la présente communication vise à faire le point de la pandémie, sur le double plan épidémiologique et vaccinal, et à faire état des mesures envisagées.

12. Il en ressort que les décès enregistrés récemment concernent essentiellement les personnes de plus de 50 ans non vaccinées. Cette tranche d'âge reste donc prioritaire dans le cadre de la campagne de vaccination.

13. On assiste à une augmentation du nombre de cas depuis quatre semaines, après le répit des mois d'avril et de mai. Cette nouvelle vague est alimentée par l'apparition de probables variants plus contagieux et le relâchement dans le respect des mesures barrières.

14. Face à cette situation, des mesures visant à accélérer la vaccination et à renforcer le contrôle du respect des mesures édictées, notamment dans les lieux accueillant du public, ont été proposées.

15. Le Conseil a ensuite écouté une communication relative à la nomenclature

togolaise des métiers et professions ; présentée par le ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social.

16. Dans le contexte actuel du monde du travail marqué par la globalisation, et l'émergence de nouvelles activités, la classification de la nomenclature des métiers et professions nécessite d'être actualisée afin de prendre en compte les nouveaux corps de métiers et professions.

17. Par ailleurs, cette actualisation permettra au public et aux employeurs d'uniformiser l'identification et la classification des catégories socioprofessionnelles, tant du secteur formel que du secteur informel, sur l'ensemble du territoire national. Elle contribuera également à la réalisation du projet d'identification biométrique.

18. Le Conseil a ensuite écouté une communication conjointe relative à l'évaluation des activités des organisations non gouvernementales (ONG) au Togo ; présentée par le ministre de l'économie et des finances.

19. Compte tenu de l'évolution du contexte d'intervention des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et de la nécessité pour l'Etat d'assurer le contrôle, la transparence et l'efficacité de leurs actions, il est apparu nécessaire d'actualiser le cadre réglementaire.

20. Il s'agira essentiellement de renforcer les résultats des interventions des ONG en les alignant sur les priorités du gouvernement. En attendant cette réforme, l'attribution et le renouvellement des agréments sont suspendus.

21. Le Conseil a ensuite écouté une communication relative au compte rendu des travaux de la concertation nationale entre acteurs politiques (CNAP - du 19 janvier au 13 juillet) ; présentée par le ministre d'Etat, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires.

22. Pour rappel, la CNAP avait été mise en place par le gouvernement sur les hautes instructions du Président de la République dans le but d'organiser une concertation entre les acteurs politiques.

23. Suite à la fin des travaux, la communication visait à présenter au conseil des ministres les résultats obtenus et les propositions de réformes.

24. Saluant la bonne tenue des discussions, le conseil a félicité les différents acteurs et a pris note des propositions.

III. AU TITRE DES DIVERS,

25. Le conseil a écouté un compte rendu relatif à la sélection du Togo pour bénéficier du financement du fonds de l'initiative « Elsie » présenté par le ministre des armées.

26. La sélection de notre pays pour bénéficier de ce fonds vient reconnaître l'engagement et les efforts du gouvernement, sous la haute impulsion du Chef de l'Etat, dans la promotion du genre au sein des formes armées togolaises. Ce « label » est un encouragement pour l'ensemble du personnel féminin des forces armées togolaises.

B. LE SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL

27. A la suite de ce conseil des ministres, le gouvernement a tenu un séminaire les 25 et 26 juillet afin de procéder à la revue de l'avancement de la feuille de route gouvernementale 2020 – 2025.

28. Ce séminaire a été l'occasion d'évaluer les 42 projets et réformes inscrits dans la feuille de route.

29. Cette revue a permis d'identifier les projets déjà achevés notamment la loi de programmation militaire ; la plateforme industrielle d'adétikope ; le code du travail. Par ailleurs, plus de la moitié des projets sont matures et en cours d'implémentation. Enfin, certains projets sont encore en phase d'étude ou de recadrage.

30. Cette analyse a permis de constater une bonne appropriation de la feuille de route et une dynamique de mise en œuvre collégiale.

31. Néanmoins, dans le but d'accélérer l'atteinte des résultats et de répondre aux points d'attention soulevés, Son Excellence Monsieur le Président de la République a rappelé l'exigence d'une mobilisation accrue des membres du gouvernement et des administrations. Il les a exhortés à maintenir l'esprit collégial et de solidarité qui permettra d'avoir plus d'impact au bénéfice des populations. Il a mis en exergue la nécessité de faire mieux fonctionner les instances de pilotage à tous les niveaux afin de répondre aux points d'attention soulevés.

32. Avant de lever la séance, le Chef de l'Etat a fixé des objectifs à court terme à atteindre avant le prochain séminaire gouvernemental.

Fait à Pya, le 26 juillet 2021

Le Conseil des Ministres

communication@presidence.gouv.tg

En prélude au TICAD8**3ème Forum des affaires Japon-Afrique**

Environ 1 600 personnes de toute l'Afrique et du Japon se sont réunies pendant six jours pour explorer des liens commerciaux plus étroits lors du troisième Forum des affaires Japon-Afrique, qui a attiré cette année le plus grand nombre de participants depuis son lancement.

● **Nicole ESSO**

La conférence était organisée par le Bureau de la représentation extérieure pour l'Asie de la Banque africaine de développement (BAD), en coordination avec le Corps diplomatique africain à Tokyo, l'Organisation japonaise du commerce extérieur, l'Agence japonaise de coopération internationale, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Il s'est déroulé dans un format hybride entre le 29 juin et le 8 juillet. Le thème de cette année était « Façonner une nouvelle Afrique à l'ère de Covid-19 ». Koji Yonetani, haut fonctionnaire du ministère japonais des Affaires étrangères, a prononcé un discours sur les questions qui seront abordées lors de la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD8) l'année prochaine. Yonetani, directeur général du Département des affaires africaines, a identifié deux thèmes majeurs qui devraient être abordés lors de la TICAD 8. Premièrement, la solidarité de la communauté internationale pour surmonter la pandémie de Covid-19. Deuxièmement, une « meilleure reprise » en Afrique en utilisant le pouvoir du secteur privé. Il a déclaré que "le dialogue public-privé sera un élément indispensable et important de la TICAD 8 l'année prochaine, afin d'exploiter le pouvoir du



secteur privé". Dans son discours d'ouverture à la séance d'ouverture, la vice-présidente principale par intérim de la Banque, Bajabulile « Swazi » Tshabalala, a souligné le partenariat solide de la Banque avec le Japon, citant des exemples tels que l'aide renforcée au secteur privé ou l'initiative « EPSA ». Elle a souligné les raisons pour lesquelles les entreprises japonaises sont de plus en plus attirées par l'Afrique. « Les opportunités sont énormes et l'Afrique, avec sa population croissante et son dividende démographique, est la prochaine nouvelle frontière de l'économie mondiale. » Tshabalala a également appelé la communauté des affaires japonaise à rejoindre le Forum d'investissement en Afrique de la Banque (link is external) en novembre 2021. Cinq des six jours ont été consacrés aux cinq priorités stratégiques de la Banque, à savoir Éclairer et alimenter l'Afrique, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines. Une session a porté sur les start-up. Taka-

shi Hanajiri, chef du bureau de représentation extérieure de la Banque en Asie, a expliqué le rôle de la Banque en tant que facilitateur d'investissement. « Il y a des risques dans les affaires africaines. Cependant, les risques sont des défis à maîtriser et sont la preuve des opportunités de l'autre côté de la médaille. La clé pour faire des affaires en Afrique est de rencontrer de bons partenaires commerciaux et d'utiliser les outils d'assistance de notre Banque. Le Forum était accompagné d'une plate-forme de mise en relation d'entreprises en ligne de trois semaines, qui a attiré 375 personnes d'entreprises africaines, européennes et japonaises. Les participants ont échangé 503 messages et tenu 59 réunions interentreprises virtuellement. Afin de promouvoir l'Afrique en tant que destination d'investissement et de commerce, le Forum a réuni des ministres africains, des représentants du gouvernement japonais, des hauts fonctionnaires de la Banque et des dirigeants d'entreprises du Japon et d'Afrique. TICAD8 aura lieu en Tunisie, en 2022.

Côte d'Ivoire**5 000 nouveaux taxis compteurs neufs dans la capitale d'ici 2026**

En Côte d'Ivoire, un décret de 2017 limite à 5 ans l'âge des véhicules importés dédiés aux taxis et à 7 ans la durée de leur exploitation une fois en circulation. Or, sur le terrain, le parc roulant n'affiche toujours pas une fière allure, notamment dans le district d'Abidjan qui compte près de 20 000 taxis compteurs.

Le parc roulant de la mégapole ivoirienne d'Abidjan va refaire sa mue. A l'horizon 2026, il y est prévu le renouvellement du parc automobile de 5 000 taxis compteurs. C'est à l'initiative de la convention de partenariat signée, vendredi 23 juillet, entre la Mutuelle d'assurance des taxis compteurs d'Abidjan (MATCA) et la microfinance panafricaine Credafrica. Selon les termes de ladite convention, 1 000 nouveaux véhicules, exclusivement de marque Toyota, seront mis en circulation par



an, pendant 5 ans. Ce projet de modernisation est évalué à 60 milliards FCFA (107,6 millions USD). Pour les autorités, cette dynamique va en droite ligne avec la double vision de modernisation et de développement du secteur des transports urbains dans les principales villes du pays. Les effets escomptés étant la réduction significative du nombre croissant d'acci-

dents de la route, la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la forte congestion. Un projet similaire est également en cours. Soutenu par les Ivoiriens de la diaspora en collaboration avec le Fonds de développement du transport routier (FDTR), il porte sur la mise en circulation de 200 nouveaux taxis compteurs d'ici août. Un premier lot de 50 véhicules a été réceptionné en avril dernier au profit de trois entreprises bénéficiaires.

Avec Agence Ecofin

Bénin**Le néerlandais Damen livre un remorqueur au port de Cotonou**

Conscient de la compétition qui prévaut entre les ports de la façade maritime ouest-africaine, le port de Cotonou table sur le renforcement de ses équipements pour soigner la qualité des services.

Le port autonome de Cotonou (PAC) a pris livraison d'un nouveau remorqueur le jeudi 22 juillet. Il s'agit d'un bâtiment de mer de type ASD 2813 devant servir à guider, tirer et pousser les navires entrant et sortant du port. Cet engin spécifique, qui vient agrandir les actifs en équipements nautiques du port, constitue le premier d'un lot de 2 remorqueurs dont l'appel d'offres a été lancé en septembre 2019 par l'autorité portuaire qu'est le PAC. Choisi comme soumissionnaire privilégié, Damen, un conglomérat néerlandais spécialisé dans la construction navale, avait indiqué avoir achevé la construction du premier engin nautique. Lequel était en cours d'expédi-



tion, depuis le 31 mai 2021, du chantier naval de Daman au Vietnam vers Cotonou. Les détails techniques produits par l'autorité portuaire renseignent que l'appareil de 85 tonnes « offre une aisance dans les manœuvres pour l'accostage, l'appareillage et le déhalage des navires de grandes dimensions ». Il est également équipé d'un système de lutte contre incendie

(FiFi class. 1) et contre la pollution pétrolière dans le bassin portuaire. Cet équipement qui devrait renforcer les capacités opérationnelles de la plateforme, notamment en termes de célérité des opérations de pilotage pour l'accostage des navires à quai, sera mis en service fin août 2021.

Avec Agence Ecofin

Nigeria**PowerGen et CBEA électrifieront 55 000 personnes via les mini-grids solaires**

Le fournisseur de mini-grids verts PowerGen s'allie à CrossBoundary Energy Access (CBEA) pour la construction et l'exploitation de mini-réseaux électriques alimentés par de petites centrales solaires photovoltaïques avec systèmes de stockage par batteries. Ce projet permettra l'électrification de 55 000 personnes dans les zones rurales au Nigeria.



Le projet de PowerGen et CrossBoundary Energy Access (CBEA) est soutenu par plusieurs investisseurs qui ont déjà mobilisé 9 millions de dollars. Il s'agit d'Oikocredit, de Triodos Investment Management (Triodos IM) et d'EDFI Electrifi (Electrification Financing Initiative), un mécanisme de financement de l'Union européenne, ainsi que d'Energy Access Ventures (EAV). Le projet ainsi financé porte sur la construction de 28 petites centrales solaires avec systèmes de stockage par batteries. Les installations situées en zone rurale alimenteront des mini-réseaux de distribution capables de fournir l'accès à l'électricité à 55 000 personnes au Nigeria. « La structuration de la transaction permet aux partenaires

financiers de segmenter leur investissement dans la phase de construction, et à la CBEA, en tant que propriétaire d'actifs, de segmenter son investissement dans la phase d'exploitation à long terme. Il s'agit d'une première pour les mini-réseaux en Afrique à cette échelle et cela montre comment des structures de financement innovantes peuvent amener des capitaux privés dans le secteur », indique PowerGen. Les subventions de la REA. Les mini-grids solaires construits par PowerGen seront rachetés par CBEA. L'entreprise diversifie ainsi ses offres en Afrique, puisqu'elle fournit de l'énergie solaire aux clients commerciaux et industriels au sud du Sahara. PowerGen exploite déjà 6 mini-grids solaires dans les zones rurales

au Nigeria. Pour les 28 nouvelles installations, l'entreprise dirigée par Aaron Cheng en assurera l'entretien. Les deux partenaires estiment que les futures mini-grids verts permettront d'éviter les émissions de 2 000 tonnes équivalent de CO2 par an, ce qui équivaut à retirer 500 voitures de la circulation par an. Ces installations dopperont également les activités économiques en milieu rural, avec l'accès à l'électricité des petits commerces. Le projet est également subventionné par la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'électrification du Nigeria (NEP). Concrètement, l'Agence d'électrification rurale (REA) qui met en œuvre le NEP, accorde une subvention fixe pour chaque ménage électrifié.

Avec afrik21

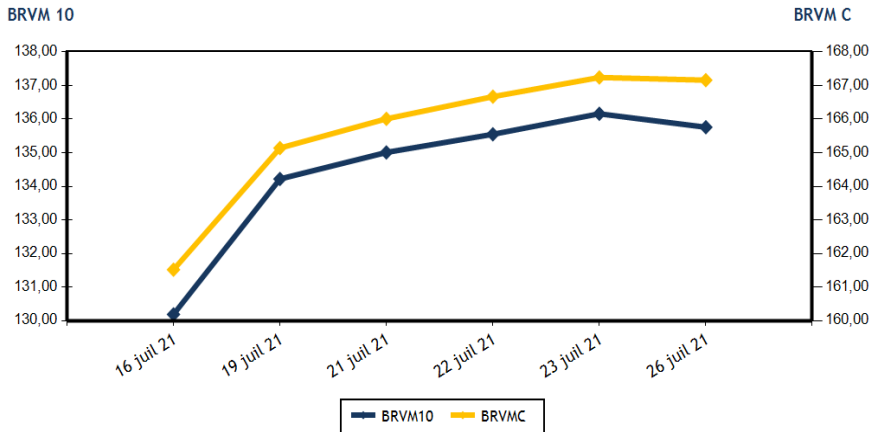
BRVM 10	135,76	BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite	167,16
Variation Jour	 -0,29 %		Variation Jour	 -0,05 %
Variation annuelle	 3,73 %		Variation annuelle	 14,99 %

N° 141

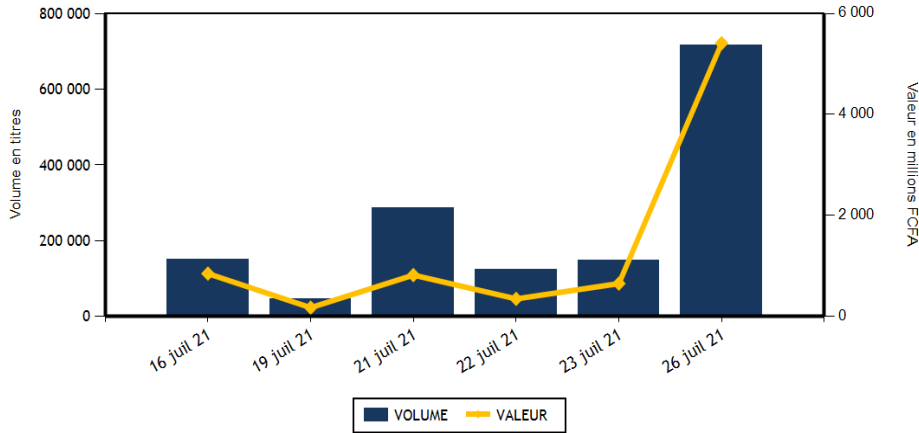
Site : www.brvm.org

lundi 26 juillet 2021

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 030 716 312 171	-0,05 %
Volume échangé (Actions & Droits)	214 090	44,57 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	347 728 692	-46,03 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-5,56 %
Nombre de titres en baisse	14	-6,67 %
Nombre de titres inchangés	10	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 795	7,50 %	27,33 %
SODE CI (SDCC)	4 455	7,48 %	49,00 %
SITAB CI (STBC)	3 750	7,45 %	607,55 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	725	7,41 %	101,39 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 100	6,80 %	120,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	79,59	-0,60 %	119,56 %	89 425	115 535 715	17,07
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	446,61	-0,17 %	8,80 %	9 368	33 776 365	7,54
BRVM - FINANCES	15	60,29	-0,46 %	0,50 %	43 362	26 239 897	12,06
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	1,10 %	15,76 %	3 189	5 725 600	7,28
BRVM - AGRICULTURE	5	166,47	0,51 %	92,36 %	45 333	133 744 370	11,01
BRVM - DISTRIBUTION	7	296,69	2,68 %	31,03 %	23 134	32 511 445	18,71
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	863,72	0,00 %	150,00 %	279	195 300	4,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,45	
Taux de rendement moyen du marché	7,12	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,13	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	93	
Volume moyen annuel par séance	220 941,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 303 551 507,88	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,58	
Ratio moyen de satisfaction	69,50	
Ratio moyen de tendance	1 517,91	
Ratio moyen de couverture	6,59	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	3,67	
Nombre de SGI participantes	27	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brym@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Economie

Croissance mondiale de 6% en 2021

Le Fonds monétaire international prévoit une reprise de la croissance mondiale, mais avec de forts contrastes selon les régions.

Le Fonds monétaire international (FMI) maintient sa prévision de croissance mondiale à 6% en 2021, mais alerte sur l'augmentation des disparités entre pays, l'absence de vaccins ralentissant la reprise économique de pays émergents. Les économies avancées devraient connaître cette année une croissance de 5,6%, plus rapide que prévu (0,5 point de plus qu'indiqué en avril), selon les nouvelles prévisions économiques du FMI publiées mardi. Les pays émergents devraient aussi connaître une forte croissance de 6,3%, mais les perspectives sont revues à la baisse (-0,4 point) à cause notamment de l'Inde,



• Les pays émergents devraient aussi connaître une forte croissance, de 6,3%, en 2021 selon le FMI. AFP

plombée par le variant Delta du Covid-19. La hausse des prix observée partout dans le monde est liée à des facteurs principalement temporaires,

a également relevé le FMI, qui alerte néanmoins sur les risques que cette inflation persiste plus que prévu.

(AFP)

Pratiques déloyales

12 pays de l'UE en infraction

Une directive visant la protection des agriculteurs et de PME n'est toujours pas entièrement respectée par certains pays. Bruxelles saisit la justice.

Bruxelles a annoncé mardi avoir engagé des procédures d'infraction contre 12 États membres de l'UE, dont la France, pour défaut de transposition des règles européennes interdisant les pratiques commerciales déloyales dans le secteur agroalimentaire. La Commission européenne a indiqué dans un communiqué avoir adressé des lettres de mise en demeure. Il s'agit d'une première étape qui peut mener à la saisine de la Cour de justice de l'UE puis à des sanctions financières. Outre la France, qui n'a transposé que partiellement la directive dans son droit national, la liste des pays visés inclut la Belgique, la République tchèque, l'Estonie, l'Espagne, l'Italie, Chypre, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie et la Slovaquie. Adoptée le 17 avril 2019, la directive a pour objectif la protection des agriculteurs, mais aussi des PME de l'agroalimentaire, face notamment à la grande distribution. Le texte,



qui concerne les produits agricoles et denrées alimentaires, interdit à l'échelle de l'UE à tout partenaire commercial d'imposer unilatéralement 16 pratiques jugées déloyales.

Délai au 1er mai 2021

On y trouve par exemple les paiements tardifs et annulations de commandes en dernière minute pour les produits périssables, les modifications unilatérales ou rétroactives des contrats ainsi que l'obligation faite au fournisseur de rembourser les produits invendus ou le

refus de fournir des contrats écrits. La directive permet notamment aux agriculteurs et PME, ainsi qu'aux organisations qui les représentent, de porter plainte contre leurs acheteurs quand ils utilisent de tels procédés. Les pays membres doivent mettre en place des autorités nationales pour traiter ces plaintes. Le délai de transposition dans le droit national était fixé au 1er mai 2021. Les États membres disposent d'un délai de deux mois pour répondre aux courriers de la Commission.

(AFP)

Etats-Unis

Des milliers de voitures électriques rappelées par General Motors

Le constructeur automobile américain rappelle à nouveau des Bolt électriques en raison de risques d'incendie.

Le constructeur automobile General Motors a annoncé vendredi un deuxième rappel de véhicules électriques Bolt de sa marque Chevrolet après avoir détecté deux défauts de fabrication dans la batterie pouvant entraîner des incendies. Il y a une semaine, GM demandait aux utilisateurs

des modèles Bolt de 2017 à 2019 de garer leur véhicule à l'extérieur immédiatement après leur recharge et de ne pas le laisser en charge pendant la nuit, craignant qu'ils prennent feu. Au cours de son enquête, le constructeur automobile affirme avoir découvert que «deux rares défauts de fabrication sur la

même batterie sont la cause initiale à l'incendie de certaines Chevrolet Bolt». «De ce fait, GM va de nouveau effectuer un rappel des anciens modèles de Bolt électriques (2017-2019) pour régler le risque d'incendie dans ces véhicules», a-t-elle affirmé dans une déclaration.

(AFP)

Zurich

Credit Suisse et son ancien banquier soldent une affaire d'espionnage

C'est l'épilogue d'une affaire d'espionnage qui avait secoué Credit Suisse et avait contraint son patron, Tidjane Thiam, à la démission. La deuxième banque du pays a annoncé dimanche avoir trouvé un accord à l'amiable avec Iqbal Khan, le banquier qui avait fait l'objet d'une filature rocambolesque à Zurich.

Une porte-parole de la banque, Simone Meier, interrogée par l'AFP, a renvoyé à sa déclaration à l'hebdomadaire «NZZ am Sonntag», qui a révélé l'accord. «Toutes les parties impliquées se sont mises d'accord pour mettre un terme à l'affaire», a déclaré Simone Meier au journal. Cet accord à l'amiable, dont les termes n'ont pas été dévoilés, met un terme à un scandale qui avait secoué le monde bancaire suisse. Le procureur du canton de Zurich a également mis fin à son enquête, les plaintes ayant été retirées, précise la «NZZ am Sonntag». En février 2020, Tidjane Thiam avait donné sa démission après une affaire à rebondissements qui avait démarré six mois plus tôt par des révélations dans la presse suisse sur la filature dont avait fait l'objet l'ancien directeur de la gestion internationale de fortune, Iqbal Khan, après son départ pour la banque concurrente UBS.

Filature rocambolesque Royaume-Uni

Les entreprises sonnent l'alarme

Une épidémie dans la pandémie : l'isolement contraint de centaines de milliers de cas contacts menace de paralyser l'activité du Royaume-Uni.

Supermarchés, transports et même police... L'épidémie de cas contacts menace de paralyser l'activité du Royaume-Uni, après l'abandon de presque toutes les restrictions en pleine explosion des contaminations, et la pression monte sur le gouvernement pour assouplir les règles d'isolement. C'est une épidémie dans la pandémie, baptisée «pingdemic», jeu de mots entre «ping» (recevoir une notification de l'application de traçage) et «epidemic». Alors que le nombre de cas positifs grimpe en flèche depuis plusieurs semaines, flirtant avec les 50'000 cas quotidiens, des centaines de milliers de cas contacts sont contraints de s'isoler durant dix jours, handicapant l'économie. Sur la seule semaine finissant le 14 juillet, plus de 600'000 notifications demandant de s'isoler ont été envoyées. Le Premier ministre Boris Johnson et le chef de l'opposition travailliste Keir Starmer sont tous les deux en quarantaine. À la une de presque toute la presse jeudi s'étaient des photos de rayons vides de supermarchés. Samedi, une ligne du métro de Londres



lesque à Zurich

En septembre, des journaux dominicains avaient dévoilé une filature rocambolesque dans les rues de Zurich de cet ancien cadre de haut rang, pisté par une société de détectives privés. Le mois suivant, le directeur opérationnel, Pierre-Olivier Bouée, avait donné sa démission, reconnaissant au terme d'une enquête interne avoir lui «seul» ordonné la filature, sans en informer sa hiérarchie, dans l'objectif de protéger les intérêts de la banque. Il avait voulu s'assurer que l'ancien directeur de

la gestion internationale de fortune ne cherchait pas à débaucher d'autres employés au profit de la concurrence, selon cette enquête interne, confiée à un cabinet d'avocats. L'affaire avait rebondi en décembre 2019 lorsque la banque avait reconnu un second cas d'espionnage, concernant cette fois l'ancien directeur des ressources humaines, puis en février après des révélations dans la presse selon lesquelles la surveillance avait également visé l'organisation écologiste Greenpeace.

(AFP)

avait dû être interrompue faute de personnel suffisant. Certaines forces de police ont prévenu que les temps d'intervention seraient rallongés. À l'approche des vacances d'été, plus d'un million d'enfants ont aussi été forcés de s'isoler, contraignant leurs parents à rester chez eux. Malgré la nouvelle vague de Covid-19, le gouvernement a levé lundi presque toutes les restrictions sanitaires en place en Angleterre, abandonnant la distanciation et le port obligatoire du masque, car l'avancée de la vaccination permet pour l'heure de limiter le nombre d'hospitalisations et de décès.

Situation «intenable»

Il est désormais pressé d'agir rapidement pour empêcher que cette «pingdemic» ne vire au chaos. La British Retail Consortium (BRC), fédération des distributeurs, l'a exhorté à assouplir les règles relatives aux cas contacts, dénonçant une situation «intenable» avec des magasins contraints de fermer ou réduire leurs heures d'ouverture, ou peinant à garnir les rayons. La chaîne de supermarchés Iceland a indiqué qu'elle devrait recruter 2000 travailleurs temporaires pour

pallier le manque d'effectifs. Son directeur général Richard Walker a toutefois appelé sur la BBC les clients à ne pas se livrer à des achats paniques, les rayons vides restant selon lui «des incidents isolés». Les transporteurs routiers, centraux dans l'approvisionnement des magasins, et les transformateurs de viande ont également dit être confrontés à un manque de main-d'œuvre, accentuant une pénurie chronique attribuée pour partie au Brexit. Faisant délibérément fi des directives officielles, le distributeur Bidfood a appelé jeudi ses chauffeurs à continuer à travailler même en cas de notification, moyennant un test PCR négatif. La CBI, principale organisation patronale britannique, a fait valoir jeudi que les usines britanniques tournaient à plein régime avec une production record depuis 1995, mais que le nombre de travailleurs à l'isolement menaçait de ralentir l'activité. Elle appelle à changer la réglementation en faveur de plus de tests ou d'une quarantaine plus courte pour le personnel vacciné.

(AFP)

Rendez-vous économiques			
EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
Réunion du Comité Régional des Négociations Commerciales	15 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
Organisation des réunions du cadre de concertation avec les OIG	15 au 30 juin 2021	Abuja, Nigéria	http://www.uemoa.int/fr
Rencontre du réseau des Organismes de promotion du commerce	22 au 23 juin 2021	Virtuel	http://www.uemoa.int/fr
9ème Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique	31 mai au 4 juin 2021	Cap vert	https://www.uneca.org/fr/events/centre-africain-pour-la-politique-en-mati%C3%A8re-de-climat/neuvi%C3%A8me-conf%C3%A9rence-sur-le-changement
Conférence internationale sur l'enseignement forestier	8 au 10 juin 2021	Virtuel	Forest-Education@fao.org
Assemblées annuelles du Groupe de la BAD	23 au 25 juin 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/pressreleases/assemblies-annuelles-2020-du-groupede-la-banque-africaine-de-developpement-communique-final-37563
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com
4e Conférence mondiale sur le teck	3 au 26 août 2021	Accra (Ghana)	tetra@itto.int
Salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	7 au 10 septembre 2021	France	global-industrie.com
Conférence internationale dédiée aux moyens de paiement et aux services financiers	21 au 23 septembre 2021	Amsterdam, Pays-Bas	europe.money2020.com

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourni plutôt que cigale.

Taureau Ne vous attendez cette fois ni à une grosse rentrée d'argent, ni à des dépenses importantes. Si vous faites une folie, ce sera soit pour vous offrir un petit voyage à l'étranger, soit pour dépanner un de vos amis momentanément dans le besoin.

Gémeaux Dans le domaine matériel, la prudence est recommandée. Vous risquez de connaître des retards dans vos rentrées habituelles d'argent. Aussi, évitez soigneusement d'engager de gros frais ou de solliciter d'importants crédits, pour vous équiper ou pour rénover votre logement.

Cancer Limitez vos dépenses ; ne faites pas le gros achat que vous envisagiez depuis quelque temps, malgré les diverses incitations de la part du vendeur. Evitez les jeux de hasard, même les plus anodins, parce qu'ils sont aptes à diminuer votre détermination en vous faisant entrevoir la facilité. Avancez résolument et avec optimisme : le succès total est au bout du chemin.

Lion Avec cet aspect de Jupiter, vous devriez recevoir un bonus, une prime ou une gratification imprévue, qui vous permettra de satisfaire une envie passagère mais très forte. Si vous avez de l'argent de côté, ce sera le moment de réfléchir à de nouveaux placements ou investissements : vous aurez de bonnes idées et serez bien conseillé.

Vierge Evitez aujourd'hui les procédures coûteuses ainsi que les coups de tête, qui pourraient s'avérer désastreux pour vos finances. Les personnes âgées seront de bon conseil en la matière, et pourront vous apporter un soutien matériel utile.

Balance Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

Scorpion Jupiter, la planète de la chance et de la réussite, devrait vous protéger très efficacement sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de prendre rendez-vous avec votre banquier pour voir comment optimiser votre gestion. Si vous avez des placements, il serait sans doute opportun de les modifier. N'attendez pas pour agir.

Sagittaire Avec cet aspect de Neptune, vous serez soutenu par un fort courant de chance touchant le plan financier. Evidemment, il ne s'agira pas de vous livrer à n'importe quel achat, ni de prendre trop de risques concernant vos placements. Mais si vous restez relativement raisonnable, vous pourriez réussir des opérations très fructueuses.

Capricorne Tout ira bien sur le plan financier si vous restez très prudent et évitez les dépenses inutiles. Mais si vous cédez aux tentations, vous ne pourrez éviter de subir le contrecoup de l'impact négatif de Pluton. Ce ne sera pas non plus le moment de prendre des décisions financières importantes, qu'il s'agisse d'achat, de vente ou de placements.

Verseau Il serait bon que vous traciez une stricte ligne de conduite en matière de finances, car cette journée risque d'être rude. Ceux qui sont du premier décan seront les plus concernés. Attention aux dépenses excessives pour les plaisirs et les réceptions d'amis, d'autant plus que certains d'entre eux profitent sans vergogne de vos largesses.

Poissons Vous aurez la possibilité d'améliorer votre pouvoir d'achat grâce à des transactions financières fructueuses. En revanche, ne vous laissez pas entraîner dans des aventures hasardeuses.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké
Directeur de publication
Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08
Rédacteur en chef
Joël YANCLO
00228 97 78 79 07
Chef d'édition
Yves K.ADJANOUVI
Rédacteurs
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAHPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO
Direction commerciale
Madjé Wellida AKUE
00228 97 25 84 84
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
Giséle NOUDAÏKPON
Imprimerie
J.C. Inter press
Tirage: 5000

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Le Commissaire

Dossier suivi par : «Ousmane ILBOUDO; oilboudo@uemoa.int»
Ol/mddAVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/2021/UEMOA/WACA/ResIP POUR
LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LA REALISATION
DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET WACA ResIP

- La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), par l'entremise de la Banque Mondiale, a lancé le Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP). Ce projet régional multi-pays dont l'objectif est de renforcer la résilience des communautés et des biens côtiers dans six (06) pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, couvre le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal et le Togo. A cet égard, il vise à renforcer les capacités d'absorption, d'adaptation et de transformation des six (06) pays bénéficiaires et à réduire les risques communs auxquels ils sont exposés, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropique, qu'ils soient similaires pour la totalité ou la plupart des pays ou de nature transfrontalière.
- Dans le cadre des activités du projet, il est prévu le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP.
- Les Termes de référence (TdR) détaillés de la mission sont joints à cet avis à manifestation d'intérêt et peuvent être obtenus aux adresses E-mail indiquées ci-après : **msimpore@uemoa.int** ou **oilboudo@uemoa.int**.
- L'objectif général de l'évaluation à mi-parcours est d'examiner et de documenter la performance globale de l'exécution du projet et les résultats obtenus afin de conclure si le projet délivre les résultats prévus avec les ressources et les dispositifs mis en place. Cette revue examinera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, les leçons apprises et les conditions de durabilité des interventions du projet. Des recommandations seront formulées pour ajuster la mise en œuvre et la coordination afin que le projet puisse générer davantage de résultats et de changements significatifs sur la période restante
- De façon spécifique, la mission du Consultant dans le cadre de cette étude consiste à :
 - évaluer la pertinence des interventions du projet lors de la formulation et au regard du contexte actuel ;
 - évaluer l'efficacité de l'exécution du projet en documentant les résultats obtenus et en analysant dans quelle mesure ces résultats contribuent à l'objectif de développement ;
 - analyser l'efficience du processus de l'exécution globale, y compris la performance des partenaires ;
 - analyser le degré de conformité du dispositif du projet avec les conventions légaux (accords juridiques) de l'accord de financement ;
 - évaluer l'adéquation et la performance de l'arrangement institutionnel et organisationnel en place ;
 - examiner les conditions de durabilité des résultats du projet après sa mise en œuvre et faire des recommandations ;
 - analyser les relations de collaboration/parteneriat et la perception des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet ;
 - formuler des recommandations pertinentes basées sur des résultats crédibles afin d'améliorer les performances du projet et de permettre à celui-ci d'atteindre effectivement son objectif de développement ;
 - dégager des leçons ou enseignements tirés de la mise en œuvre qui contribueront à améliorer l'exécution du projet pour la durée restante de sa mise en œuvre et la formulation de WACA ResIP II.
- La durée de la mission d'évaluation à mi-parcours est de 50 jours étalés sur une période de trois mois.
- L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, agissant par l'entremise de la Commission, invite les Consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.
- Les Consultants individuels intéressés, sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes les références et tous les documents permettant

d'apprécier leurs expériences et expertises ainsi que les informations prouvant leur capacité à exécuter les prestations précitées (références concernant l'exécution des contrats analogues, copies de pages de garde et de signature de marchés approuvés et/ou les attestations de services fait,).

- La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.
 - Les critères pour la sélection sont les suivantes :
 - posséder un niveau de formation universitaire minimum BAC+5 en gestion des projets/programmes, économie, ingénierie, sciences sociales, sciences environnementales ou dans tout autre domaine pertinent ... ;
 - avoir une expérience pratique d'au moins 10 ans dans la gestion / suivi évaluation des projets /programmes de développement ;
 - avoir conduit, durant les cinq dernières années, au moins cinq (5) missions d'évaluation des projets/programmes de développement financés par les partenaires multilatéraux (Banque mondiale, FIDA, BAD, BOAD, BID, UE, AFD, ...) en qualité de chef de mission ;
 - avoir conduit au moins deux missions d'évaluation à mi-parcours des projets de développement ;
 - être familier avec le contexte socioéconomique de la zone d'intervention du projet ;
 - avoir des connaissances des politiques et enjeux sur la gestion des zones côtières ;
 - avoir de bonnes connaissances des organisations régionales d'intégration.
 - A l'issue de la manifestation d'intérêt, un consultant individuel sera sélectionné par la méthode de sélection de consultants individuels en accord avec les règles et procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), de juillet 2016, mis à jour en novembre 2017 et août 2018.
 - Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter : (a) **Michel SIMPORE**, Email : msimpore@uemoa.int ou (b) **Ousmane ILBOUDO**, Email : oilboudo@uemoa.int, du lundi au vendredi, de 08 H 00 mn à 13 H 30 mn.
 - Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires (1 original et 2 copies marquées comme telles), peuvent être envoyées par la poste, et par courrier électronique à l'adresse suivante : commission@uemoa.int avec copie à msimpore@uemoa.int / oilboudo@uemoa.int, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA ; 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard 10 AOÛT 2021, à 9 heures 30 mn précises, heure locale.
 - L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 10 heures 30 mn au deuxième étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000.
 - L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et portée visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet WACA ResIP** ».
- PJ : (01)**
- Termes de référence

Commissaire chargé du Département de l'Agriculture,
des Ressources en Eau et de l'Environnement

Kako NUBUKPO

Environnement

Foli-Bazi Katari mobilise les ressources face aux risques climatiques

Une séance de travail s'est tenue le 22 juillet 2021 à Lomé entre le ministre de l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari et les partenaires techniques et financiers. L'objectif est de mobiliser les moyens pour faire face aux risques climatiques.

● Eyram AKAKPO

Cette rencontre entre le ministère en charge de l'environnement et les partenaires techniques et financiers au rang des quels on note l'Union Européenne, la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la GIZ, la Banque Ouest Africaine pour le Développement, la Banque d'Investissement et de Développement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Agence Française de Développement et le Patronat togolais, vise à mobiliser les ressources nécessaires pour financer la formulation des programmes relatifs au projet 35 qui porte sur la réponse aux risques climatiques, le projet 36 qui est axé sur la mobilité verte et la réforme 6 sur la législation environnementale. Selon la feuille de route du ministère de l'environnement et des ressources forestières pour atteindre un taux de couverture forestière de 25% soit le quart du territoire national, au moins 43000 ha de nou-



velles plantations doivent être réalisées soit une extension de 0,76%. L'autre défi pour le ministère de l'environnement est de pouvoir protéger au moins 90% de la côte contre l'érosion côtière. Toujours dans les engagements et plus précisément sur la mobilité verte, le Togo doit avoir au moins 3% de véhicules électriques de son parc automobile d'ici à 2025. Plusieurs textes juridiques et législatifs protégeant l'environnement seront rédigés et adoptés également selon cette feuille de route. Selon le secrétaire général du ministère Lt/Col. Aoufoh koffi Dimizou, les besoins en ressources financières supplémentaires pour la formulation des projets structurants de la feuille de route, P35 et P36 nécessitent des

moyens financiers. Le pays a pu mobiliser certains mais beaucoup reste à rechercher. Comme c'est le cas du P35 où, sur 436 150 000 FCFA seul le montant de 100 000 000 FCFA est acquis et 336 150 000 FCFA reste à mobiliser de même pour le P36 sur 600 000 000, seulement 320 956 200 sont disponibles. D'après les réactions des partenaires techniques et financiers, des suggestions ont été faites au ministère et nombreux ont promis leur accompagnement. D'autres rencontres seront organisées selon le domaine d'intervention de chaque partenaire. Le ministre Foli'Bazi Katari pour sa part s'est réjoui de la présence effective des partenaires, sur qui, il dit compter pour atteindre sa mission.

Foot

Le PSG salue le retour de Mamadou Sakho en Ligue 1

Huit ans après son départ du Paris Saint-Germain vers Liverpool pour 19 millions d'euros, Mamadou Sakho a fait son retour en Ligue 1 ce mardi en s'engageant avec Montpellier.

Né à Paris et formé au Paris Saint-Germain où il avait rejoint le centre de formation à ses 12 ans, le défenseur central de 31 ans a reçu un message de son club formateur après son retour dans l'Hexagone. «Bon retour en Ligue 1, Mamadou Sakho !», a publié le club parisien sur son compte Twitter. Champion de France en 2013 pour sa dernière saison au PSG, il avait notamment terminé sa carrière en jouant



● Mamadou Sakho sous le maillot du PSG ©Maxppp

dix minutes en tant que gardien de but lors de la dernière journée de Ligue 1 contre Lo-

rient (3-1).

Avec footmercato.net

Accès des adolescents aux services de santé

Moustafa Mijiyawa participe à une consultation

Une rencontre sur la Consultation pour un accès des adolescents et jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et à l'éducation complète à la sexualité (ECS) s'est tenue les 21 et 22 juillet 2021, en mode virtuel.

● Eyram AKAKPO

Cette rencontre qui a vu la participation du ministre togolais en charge de la santé Moustafa Mijiyawa, place au cœur des réflexions durant les deux jours, la situation des adolescents et jeunes, qui représentent près du tiers de population togolaise. Il s'agit de formuler des recommandations en vue de susciter un engagement de haut niveau pour un accès des adolescents et jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et à l'éducation complète à la sexualité (ECS). Nul n'ignore les conséquences sur la vie ultérieure des adolescents d'aujourd'hui. De l'abandon de leurs études, du mariage précoce, des grossesses précoces, de l'infection par le VIH, de l'exploitation de tous genres, de la ci sommation de drogue. D'où la nécessité et l'urgence de renforcer l'information de toutes les parties prenantes et l'accès aux services qui répondent aux problèmes spécifiques des jeunes, surtout des filles, en matière de santé sexuelle et de la reproduction. « Les adolescents et les jeunes



constituent une véritable opportunité pour le développement socio-économique du pays, si des politiques et programmes sont développés en tenant compte de leurs problèmes et besoins spécifiques, y compris ceux relatifs la santé. Dans le cas contraire, au lieu de tirer un réel profit du dividende démographique, on pourrait assister à un vrai désastre. C'est pour cette raison que nous soutenons la tenue de cette rencontre qui réaffirme la nécessité d'un engagement de haut niveau pour garantir à tous les adolescents un accès aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et à l'éducation complète à la sexualité (ECS). Je me félicite de la diversité des parties prenantes, pour

engager un vrai dialogue afin de ressortir des engagements consensuels fondés sur nos valeurs mais également sur nos espoirs pour notre jeunesse». A déclaré le ministre en charge de la santé, Pr Moustafa MIJIYAWA. Cette rencontre de deux jours a été meublée par un aperçu régional de la santé des adolescents et jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre, des présentations de la situation nationale des adolescents et jeunes, sur la base de la fiche pays Togo, sur l'éducation complète à la sexualité (ECS)/santé sexuelle et reproductive : contour, contenu & Situation au Togo ; l'Initiative Education Plus ; et sur les services de SSR adaptés aux adolescents et jeunes.

Transfert de Raphaël Varane

Accord de principe entre Manchester United et le Real Madrid

Manchester United et le Real Madrid ont conclu un accord de principe pour le transfert de Raphaël Varane.

Raphaël Varane n'est plus qu'à quelques pas de rejoindre Manchester United. Un accord de principe a été trouvé entre le club anglais et le Real Madrid pour le transfert du défenseur central. Ce dernier n'a pas encore signé son contrat, même si les termes sont déjà définis depuis longtemps (il doit s'engager pour 4 ans, plus une année en option) car il doit encore passer la traditionnelle visite médicale. «Manchester United est ravi d'annoncer que le club a conclu un accord avec le Real Madrid pour le transfert du défenseur international français et vainqueur de la Coupe

du monde, Raphaël Varane, sous réserve d'un examen médical et de la finalisation des conditions des joueurs», indique le communiqué de Manchester United ce mardi soir. Le transfert est estimé à environ 50 M€ en fonction des bonus. Un transfert estimé à 50 M€ Le Français de 28 ans est la seconde recrue des Red Devils cet été. Ces derniers ont déjà réussi à transférer Jadon Sancho contre environ 85 M€. Il devrait prendre place en charnière centrale aux côtés de Harry Maguire pour former une défense 5 étoiles. L'Anglais avait lui été acheté 87 M€ à l'été 2019 en prove-

nance de Leicester. Après 10 ans au Real Madrid, le champion du monde ressentait le besoin d'un nouveau challenge. Les Merengues ont d'ailleurs eux aussi annoncé dans la foulée le départ de Raphaël Varane pour MU par le biais d'un communiqué. Alors qu'il ne lui restait plus qu'une seule année de contrat à la Casa Blanca, il a préféré refuser poliment une prolongation de contrat pour s'en aller disputer une nouvelle aventure en Angleterre. Il ne reste plus qu'à remplir la formalité de la visite médicale, et ça sera chose faite.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



COMMUNIQUE

RELATIF A LA DELIVRANCE DES DOCUMENTS FISCAUX

L'Office Togolais des Recettes informe les contribuables et ses partenaires, du rétablissement de ses services de délivrance des documents fiscaux après quelques heures de perturbations enregistrées. Ces perturbations dues à une panne technique ont également affecté le bon fonctionnement du Centre de Formalités des Entreprises dont les prestations ont effectivement repris dans la matinée de ce mardi 27 juillet 2021. L'Office Togolais des Recettes présente ses excuses à tous ses usagers pour les éventuels désagréments subis et les rassure de la fluidité de toutes ses prestations.

Fait à Lomé, le 27 juillet 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

8201

www.otr.tg

+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



COFEB
CENTRE OUEST AFRICAIN DE FORMATION
ET D'ETUDES BANCAIRES

HEC
PARIS

CERTIFICAT EXECUTIVE MANAGEMENT EN TRANSFORMATION DIGITALE BANCAIRE (EX CEMGAB)
MASTERCLASS EN LIGNE | JEUDI 29 JUILLET 2021 | 11H30-12H30 (GMT)

THÈME : **REPENSER LE LEADERSHIP**



LIEN D'INSCRIPTION : <https://hec-fr.zoom.us/meeting/register/tJUpfuuspjsgGNB1ZUrTdgjJnNo9UhSc0Iz>

INTERVENANT :

CHRISTINE CASTAN

Chargée d'enseignement HEC Paris,
Directrice Pédagogique